



| OCT 2025 - 1

RAPPORT MEDIA MONITORING

RESUME EXECUTIF

Quand la médiatisation façonne la crise

Le mois d'octobre 2025 s'inscrit comme l'une des séquences les plus denses et les plus révélatrices de l'histoire politique et médiatique récente de Madagascar. À travers les médias, ce ne sont pas seulement des faits qui se donnent à voir, mais une société en tension, un État sous pression, et un espace public traversé par des récits concurrents, parfois antagonistes, souvent anxieux.

Ce rapport ne se contente pas de documenter une succession d'événements. Il met en lumière la manière dont les médias malgaches ont capté, interprété et parfois amplifié les fractures politiques, sociales et institutionnelles qui se sont cristallisées au cours du mois. Il révèle un paysage médiatique devenu à la fois miroir et acteur d'une crise multiforme, où se croisent contestation sociale, reconfiguration du pouvoir exécutif, crispation sécuritaire et réémergence de mémoires politiques sensibles.

Une question traverse l'ensemble du travail : comment informer dans un contexte de polarisation extrême, de pression sécuritaire et d'incertitude institutionnelle ? Le rapport propose ainsi une lecture exigeante, lucide et documentée de la place des médias au cœur d'un moment charnière pour la démocratie malgache.

L'analyse du traitement médiatique de la première partie du mois d'octobre 2025 fait en effet apparaître, une dynamique progressive de basculement, tant dans la nature de la crise que dans les grilles de lecture adoptées par les rédactions. Elle est dominée par un flottement institutionnel profond, cristallisé autour de l'attente prolongée de la nomination d'un nouveau Premier ministre. Les médias rendent compte d'une majorité en difficulté, d'une opposition radicalisée et d'une opinion publique de plus en plus distante, percevant les tractations politiques comme déconnectées des urgences sociales.

Dans ce contexte, la communication présidentielle cherche à reprendre l'initiative, mais peine à produire un récit fédérateur, tant les interprétations médiatiques divergent sur ses intentions et sa portée réelle. Parallèlement, la contestation sociale change d'échelle. Ce qui débute comme un mouvement étudiant et générationnel se transforme rapidement en front social élargi, marqué par l'entrée en scène des syndicats et de secteurs stratégiques de l'administration. Les médias analysés soulignent alors un malaise transversal, dépassant largement les revendications initiales, et révélateur d'une fatigue sociale profonde. La perspective d'une paralysie généralisée, longtemps cantonnée aux marges du débat, s'installe progressivement dans les discours médiatiques.

La question sécuritaire devient dès lors centrale. Le rapport met en évidence une bataille narrative entre, d'un côté, un discours officiel axé sur le maintien de l'ordre et, de l'autre, une couverture médiatique de plus en plus attentive aux abus, à la disproportion des interventions et aux atteintes à la liberté de la presse. Les agressions de journalistes et les entraves à la couverture des manifestations s'imposent comme un indicateur critique de la qualité démocratique du moment, suscitant de vives réactions au sein de la profession et dans l'opinion relayée par les médias.

La nomination d'un nouveau Premier ministre marque une tentative de reprise en main de l'exécutif. Toutefois, le traitement médiatique révèle une réception contrastée : si certains organes insistent sur la réactivité et l'affichage d'autorité, une large partie de la presse demeure sceptique quant à la capacité de cette recomposition à répondre aux causes structurelles de la crise. L'écart entre annonces politiques et attentes sociales reste un point de tension majeur dans les analyses.

Enfin, le rapport identifie un moment de rupture décisif à partir du 11 octobre, lorsque l'irruption du facteur militaire dans l'espace médiatique modifie profondément la nature du débat public.

À partir de cette date, les médias cessent de traiter la crise comme une série d'événements isolés pour l'inscrire dans une lecture historique et institutionnelle plus large. La mémoire des crises passées, la question des équilibres civilo-militaires et la crainte d'un basculement incontrôlé redéfinissent les priorités éditoriales et accentuent les dilemmes professionnels des journalistes, pris entre devoir d'informer et responsabilité de ne pas attiser les tensions.

Au terme de cette analyse, le rapport dresse le portrait d'un pays fragmenté, inquiet, mais profondément conscient de la gravité du moment. Il montre des médias à la fois exposés, sollicités et fragilisés, mais également centraux dans la compréhension de la crise. Plus qu'un simple état des lieux, ce travail ambitionne de constituer un outil de lecture stratégique pour les décideurs, les acteurs institutionnels, la société civile et les partenaires internationaux soucieux de comprendre les ressorts profonds de la séquence politique débutant en octobre 2025 et les défis qu'elle pose à la liberté d'expression et à la stabilité démocratique à Madagascar.

AVANT LE 11 OCTOBRE

I. RECONFIGURATION POLITIQUE ET FLOTTEMENTS INSTITUTIONNELS

1- Séquence d'incertitude autour de la nomination du PM

Les premiers jours du mois sont dominés par l'attente de la nomination d'un nouveau Premier ministre. Dès le 1er octobre, les députés de la majorité se réunissent à Tsimbazaza pour examiner les propositions de succession à Ntsay Christian. Malgré des discussions intenses, aucune décision n'émerge, prolongeant le flottement institutionnel.

Cet épisode révèle plusieurs lignes de fracture :

- au sein de la majorité, où le consensus peine à se construire ;
- entre l'exécutif et l'opposition, cette dernière réaffirmant sa rupture totale avec le processus de nomination ;
- entre l'État et l'opinion, qui perçoit ces tractations comme déconnectées des priorités sociales.

Les médias analysés (**MBS, IBC, Real TV, AZ Radio, Midi Madagasikara**) reviennent largement sur les hésitations de l'IRMAR, interprétées tantôt comme une crise de leadership, tantôt comme un signe de fragilité structurelle de la coalition au pouvoir.

La déclaration de toutes les oppositions qui rejettent toute participation à un futur gouvernement et réclame ouvertement la démission du chef de l'État, marque la radicalisation progressive de certains segments politiques. condamnation ouverte des pratiques sécuritaires du moment alimente également un débat public déjà très polarisé autour de la légitimité de l'action de l'exécutif. (**IBC, Midi Madagasikara**)

2- Offensive communicationnelle du Président de la République

Le Président, conscient de la détérioration de l'image de l'État, tente d'imprimer une nouvelle dynamique par une communication directe. Dans un message public diffusé le 03 octobre, il a cherché à reprendre l'initiative narrative pour mettre en avant les conséquences économiques d'une crise prolongée et évoque les manipulations auxquelles seraient exposés les jeunes sur les réseaux sociaux. L'exercice, bien que largement relayé par les médias pro-gouvernementaux, suscite dans la presse indépendante un scepticisme marqué. Les excuses présidentielles, inhabituelles, sont interprétées tantôt comme un signe de lucidité (**Viva, TVM, L'Express de Madagascar**), tantôt comme un acte défensif destiné à calmer la rue (**MBS, Kolo TV, AZ Radio, Tia Tanindrazana**).

Son intervention a porté sur trois (03) objectifs :

- requalifier la crise en mettant en garde contre toute “rupture anticonstitutionnelle” ;
- dépolitiser les mouvements jeunes, présentés comme manipulés *via* les réseaux sociaux ;
- réinscrire la stabilité politique comme condition des financements internationaux.

3- Diplomatie interne et multiplication des consultations

Au fil des rencontres à Iavoloha (FFKM, forces de sécurité, partenaires internationaux, acteurs socio-économiques), le Président a tenté de projeter l'image d'un leadership en quête de compromis.

Pour nombre d'observateurs politiques, ces consultations dispersent le message et masquent une absence de feuille de route claire afin d'entretenir une forme d'ambiguïté stratégique. Une analyse confirmée par les **médias critiques** au pouvoir qui soulignent les limites de ces consultations ; semblant davantage répondre à une logique de gestion immédiate de la crise qu'à une volonté de construction d'un cadre de transition ou de consensus national.

II. CONTESTATION SOCIALE : MONTÉE EN PUISSANCE ET DIVERSIFICATION DES ACTEURS

1- Radicalisation des mobilisations étudiantes et du mouvement Gen Z

Dès le 1er octobre, les mobilisations étudiantes et celles des jeunes Gen Z se structurent et s'étendent. Leur incapacité à rejoindre Ambohitovo et/ou le 13 mai en raison de barrages policiers, combinée à l'usage répété de gaz lacrymogènes, renforce le sentiment d'injustice relayé massivement sur les réseaux sociaux. Il y a lieu de souligner que même la télévision publique **TVM** a traité ce sujet dans ses journaux télévisés du début du mois d'octobre.

Ces marches avortées vers Ambohitovo, bloquées à plusieurs points stratégiques par les forces de l'ordre, révèlent la détermination d'un mouvement de plus en plus structuré. La multiplication des points de blocage – Anosy, Mahamasina, Rasalama, Ankadifotsy, Antaninandro – en fait un phénomène urbain protéiforme, difficile à contenir sans recours systématique à des dispositifs de dispersion.

Les protestations ont également touché les régions : Toliara, Toamasina, Antsiranana et Fianarantsoa ont connu des marches relativement mouvementées, malgré des revendications variées selon les localités. L'on peut affirmer que les manifestations ont commencé à se “nationaliser” durant ce début du mois d'octobre.

2- Entrée des syndicats et élargissement du front social

Cette simultanéité territoriale renforce l'idée, relayée par les analystes et chroniqueurs (***IBC, MBS, ICM Radio, AZ Radio***) qui interviennent sur les plateaux médiatiques, que la crise dépasse largement les enjeux estudiantins et traduit un malaise social généralisé.

L'implication des syndicats de travailleurs marque un tournant car le mouvement gagne en structuration, et la conflictualité s'élargit à des revendications économiques. La convergence entre jeunesse, syndicats et citoyens renforce la perception d'un malaise transversal, bien plus large qu'un simple mouvement de contestation politique. L'idée d'une “grève générale ou généralisée” commence alors à faire son entrée dans les discours médiatiques, traitant de ce mouvement social.

3- Déstabilisation des institutions et crispation de l'appareil d'État

Cette simultanéité territoriale renforce l'idée, relayée par les analystes et chroniqueurs (***IBC, MBS, ICM Radio, AZ Radio***) qui interviennent sur les plateaux médiatiques, que la crise dépasse largement les enjeux estudiantins et traduit un malaise social généralisé.

Plusieurs secteurs stratégiques de l'administration entrent, entre le 3 et le 6 octobre, dans une logique de contestation explicite :

- le refus des établissements pénitentiaires d'accueillir de nouveaux détenus ouvre un front inédit dans une crise qui touche désormais aux fonctions régaliennes essentielles ;
- la grève des douanes, relayée quotidiennement dans la presse économique et sur les chaînes privées, paralyse une partie des activités portuaires et met en évidence l'ampleur des tensions avec l'exécutif ;
- le syndicat des magistrats, pour sa part, réaffirme publiquement les principes fondamentaux de l'État de droit ; en rappelant que la force n'est pas un instrument politique et que la loi s'applique à tous, les magistrats s'inscrivent volontairement dans le débat public, ce que les médias analysent comme un signe d'inquiétude croissante au sein même de l'appareil judiciaire.

Cette fragmentation révèle un affaiblissement de la chaîne de commandement, que les médias relaient (***tous les médias analysés hormis TVM, RNM, Viva et Free FM***) largement. Les revendications, qui vont jusqu'à exiger la démission présidentielle, traduisent un niveau de rupture rarement observé.

III. SÉCURITÉ PUBLIQUE : VIOLENCE, CONTROVERSES ET BATAILLE NARRATIVE

1- Positionnement offensif de l'EMMO-NAT

Dans ce contexte déjà crispé, la question de la sécurité publique s'impose comme un terrain hautement conflictuel.

L'EMMO-NAT adopte une ligne de communication strictement sécuritaire, condamnant les violences et réaffirmant sa mission de maintien de l'ordre. Face aux mobilisations, l'EMMONAT adopte une posture défensive, condamnant encore et toujours les “violences et actes de pillage” et annonçant des mesures fermes pour assurer la stabilité (***TVM, Viva, TV Plus, La Vérité***).

Les médias publics et proches du pouvoir s'en font largement l'écho ; tandis qu'à l'inverse, les autres médias analysés relaient avec insistance les témoignages d'abus, les critiques sur la disproportion des interventions et les inquiétudes concernant la liberté de la presse.

2- Multiplication des violences et question centrale de la liberté de la presse

La question des libertés publiques occupe une place centrale durant toute cette première séquence. Les agressions répétées contre des journalistes, largement documentées depuis la fin septembre, suscitent des condamnations unanimes de l'Ordre des Journalistes de Madagascar (OJM). Une grande majorité des médias dénoncent un climat d'entrave croissante à la couverture des manifestations, ce qui accentue la fracture entre les forces de sécurité et la profession.

Le dialogue entamé entre l'EMMO-NAT et l'OJM n'apaise pas totalement les inquiétudes, et les débats sur la proportionnalité des interventions se multiplient dans les émissions interactives. Les interventions des auditeurs témoignent d'une inquiétude profonde quant à l'avenir du pays. Beaucoup expriment une fatigue à l'égard de l'exploitation politique des mobilisations, tout en condamnant la violence policière et en s'inquiétant de l'absence de perspectives.

Les radios privées (**IBC, Radio Record, RDB**), via les émissions interactives, rapportent des plaintes citoyennes dénonçant :

- l'usage disproportionné de la force,
- l'absence de cadre légal clair pour les interventions,
- une instrumentalisation politique de la répression.

Cet épisode devient rapidement un baromètre médiatique de la qualité démocratique, les incidents visant la presse étant systématiquement analysés comme indicateurs de dérive institutionnelle.

IV. ÉNIÈME TENTATIVE DE RECOMPOSITION DU CHAMP POLITIQUE PAR ANDRY RAJOELINA

1- Nomination du Général Zafisambo Ruphin Fortunat Dimbisoa

Le 6 octobre, Andry Rajoelina tranche : le nouveau Premier ministre est nommé, avec un mandat prioritaire d'ordre, de rétablissement des services essentiels, et de lutte contre la corruption. Un délai de six (06) mois fixé par le Président pour résoudre la crise énergétique marque une pression politique forte.

L'événement occupe la première place dans la plupart des titres de presse du lendemain, souvent présenté comme une tentative du Chef de l'État de rétablir une forme de contrôle sur la situation nationale, même pour les organes acquis à sa cause.

Les réactions politiques et sociales sont ainsi contrastées car cette nomination est perçue comme un passage en force par l'opposition, car la décision déconnectée des revendications populaires par les organisations citoyennes. (**Kolo TV, MBS, IBC, AZ Radio, Midi Madagasikara**)

2- Premières mesures et mise en scène d'une reprise en main

Le nouveau Premier ministre adopte immédiatement une posture de fermeté, axée sur le rétablissement de l'ordre public et la remise en marche des services essentiels. Très rapidement, il multiplie les actions visibles (visites, réunions, engagements publics), mais cette stratégie de démonstration ne suffit pas à atténuer les critiques sur l'absence de réponses structurelles.

Les premières visites de terrain et les rencontres avec les opérateurs économiques victimes de pillages s'inscrivent dans cette volonté d'afficher un exécutif actif. Cependant, pour une grande partie de la presse, la nomination apparaît toujours comme un geste d'autorité davantage que comme un instrument de sortie de crise, et ne semble pas apaiser les mobilisations ; d'autant plus que

Sa promesse d'améliorer la distribution d'électricité et de réformer les pratiques administratives est accueillie avec prudence par les commentateurs. Les médias critiques (**MBS, IBC, AZ Radio**) soulignent l'écart entre les annonces et la profondeur des revendications sociales, tandis que les médias publics et proches du pouvoir (**TVM, Viva, L'Express de Madagascar**) mettent en avant la réactivité du nouveau gouvernement.

V. FATIGUE SOCIALE ET INQUIÉTUDES CITOYENNES

Enfin, les interventions citoyennes dans les émissions interactives des radios traduisent un sentiment mêlé d'inquiétude et d'usure. Les auditeurs, nombreux, disent redouter une crise sans horizon, accusant les acteurs politiques d'exploiter la colère populaire tout en condamnant les violences policières.

Ce qui s'exprime alors n'est pas tant une adhésion ou un rejet d'un camp, qu'une crainte profonde : celle de voir le pays glisser vers une situation sans issue. Les interventions téléphoniques sur les radios (**RDB, IBC, Radio Record**) confirment une tendance forte : fatigue face aux mobilisations sans issue, inquiétude sur la trajectoire du pays, crainte de la récupération politique des mouvements citoyens, appel à un retour au calme sans pour autant légitimer la répression.

La société malgache apparaît à la fois exaspérée et lucide, comprenant la portée historique du moment mais craignant ses dérives.

Cette première séquence du mois d'octobre se caractérise ainsi par une polarisation croissante des espaces politiques, sociaux et médiatiques. Elle révèle un pays fragmenté, où le pouvoir peine à imposer une narration cohérente, où les mobilisations gagnent en intensité et en diversité, et où les institutions montrent des signes d'essoufflement. Elle prépare enfin, de manière presque mécanique, le basculement qui interviendra à partir du 11 octobre, lorsque la dynamique du mois changera d'ampleur, de rythme et de nature.

LE 11 OCTOBRE

I. BASCULEMENT ET RUPTURE

1- Changement d'échelle dans le traitement de la crise

Jusqu'au 10 octobre, la couverture médiatique traitait la crise comme une succession d'épisodes (manifestations, déclarations politiques, maintien de l'ordre, annonces gouvernementales). A partir de l'après-midi du 11 octobre, la majorité des rédactions, toutes tendances confondues, cessent d'aborder les faits comme des événements autonomes pour les intégrer dans une lecture globale de "crise nationale" : l'évocation d'un appui exprimé par des éléments du CAPSAT constitue le fait médiatique structurant de cette journée.

À partir de cette date, la temporalité médiatique s'accélère, mais surtout se densifie. Les faits ne sont plus rapportés uniquement pour leur actualité immédiate, mais pour ce qu'ils signifient dans l'équilibre général des pouvoirs. Le vocabulaire évolue, laissant davantage de place aux notions de stabilité, de rupture, de souveraineté et de responsabilité historique.

2- Redéfinition des priorités éditoriales

Le 11 octobre marque une inflexion notable dans les discours médiatiques : la mention du CAPSAT apparaît comme un élément structurant, même lorsque l'information est traitée avec prudence. Le CAPSAT n'est pas présenté comme un acteur opérationnel immédiat, mais comme un repère symbolique, renvoyant à la mémoire collective des crises passées. Cette contextualisation historique constitue en soi un changement de focale : le récit quitte le présent immédiat pour s'inscrire dans une temporalité longue.

Les émissions interactives connaissent aussi un changement qualitatif dans la nature des interventions. Alors que les jours précédents étaient dominés par des appels à manifester, des dénonciations de la vie chère ou des critiques directes du pouvoir, les auditeurs commencent à interroger les animateurs sur les implications d'une entrée de l'armée dans le débat public. Des questions récurrentes émergent : Que signifie cette prise de position ?, Jusqu'où peut aller l'armée ?, Est-ce que cela rappelle 2009 ?.

Ces interrogations montrent que, dans l'opinion relayée par les médias, le centre de gravité du débat s'est déplacé. Le problème n'est plus seulement politique ou social, mais institutionnel et historique.

La contestation sociale cesse d'être le seul prisme de lecture au profit d'un questionnement plus large sur la stabilité de l'État et les équilibres civilo-militaires. L'entrée du CAPSAT dans les manifestations, donc dans l'espace médiatique, agit comme un révélateur : elle oblige les médias à redéfinir leurs priorités, leurs mots et leurs responsabilités. Ce déplacement marque durablement la suite du mois d'octobre et justifie pleinement la distinction analytique entre un "avant" et un "après" 11 octobre.

II. L'IRRUPTION DU FACTEUR MILITAIRE

1. Le CAPSAT comme symbole médiatique chargé d'histoire

Dans le traitement journalistique et éditorial souvent en direct, le CAPSAT n'est jamais présenté comme une unité militaire ordinaire. Il est systématiquement associé, explicitement ou implicitement, aux précédents historiques de rupture institutionnelle.

Cette charge mémorielle confère à l'information une portée symbolique disproportionnée par rapport à son volume factuel.

Une partie des médias analysés mobilisent ce référentiel historique pour contextualiser l'événement, rappelant que l'apparition du CAPSAT dans l'espace public a, par le passé, marqué des tournants politiques majeurs. Cette approche contribue à installer le 11 octobre comme un moment de basculement. (***Real TV, MBS, Radio Antsiva, IBC***)

2. Recomposition des récits et du débat public

La quasi-totalité des médias accordent à cette information une place centrale, sans adopter pour autant un ton alarmiste. Le choix éditorial consiste à analyser les implications possibles plutôt qu'à affirmer des scénarios. Les analyses s'attachent à démontrer que la crise n'est plus strictement sociale ou politique ; cette évolution du discours contribue à modifier la perception du risque dans l'opinion. Les interprétations se multiplient, souvent contradictoires, oscillant entre espoir d'un changement rapide et crainte d'un scénario de rupture incontrôlée.

La couverture médiatique du facteur militaire accentue également les tensions autour de la liberté de la presse. Les journalistes sont confrontés à un double impératif : informer sans banaliser, analyser sans provoquer. Certains médias (***IBC, Real TV, Kolo FM***) évoquent explicitement la nécessité de mesurer leurs mots, conscients de la sensibilité extrême du sujet. Cette situation contribue à un climat d'autocensure partielle, perceptible dans les choix éditoriaux.

Nous vous remercions pour l'intérêt que vous portiez pour la liberté d'expression à Madagascar et l'amélioration de l'environnement journalistique malgache.



+261 34 04 273 18



Près Lot VS 124
Miandrarivo Ambanidia



www.ilontsera.mg



ILONTSERA

Media Matters Madagascar

Observatoire des Médias et de la Communication

Ivompandalinana ny tontolon'ny serasera marolafika eto Madagasikara

MERCI